

OLE NATIONALE SUPERIEURE
S SCIENCES DE L'INFORMATION
DES BIBLIOTHEQUES

UNIVERSITE DES SCIENCES
SOCIALES GRENOBLE II

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES

LOME SUPERIEUR DE
LIOTHECAIRE

D.E.S.S DIRECTION DE PROJETS
CULTURELS

PROJET DE RECHERCHE

PROJETS DE LECTURE - ECRITURE
CONCERTES ENTRE BIBLIOTHEQUE
ET ECOLE DANS LE CADRE DE Z.E.P. :
vers quelles innovations ?

par
Marie-Claude BELLANGER

sous le direction
de Jean-Marie PRIVAT,
MAFPEN, Responsable de la Mission
Lecture de l'Académie de Lyon

1992

**PROJETS DE LECTURE-ECRITURE CONCERTES
ENTRE BIBLIOTHEQUE ET ECOLE
DANS LE CADRE DE Z E P :
vers quelles innovations ?**

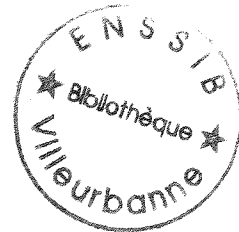
par Marie-Claude BELLANGER

RESUME :

Les appels au partenariat entre bibliothèque et école en vue du développement de la lecture n'ont cessé de s'amplifier dans les discours officiels depuis 1981, date de la création des Zones d'éducation prioritaires. Qu'en est-il en réalité sur le terrain ? De quelles innovations les projets concertés sont-ils porteurs ?

DESCRIPTEURS :

- Zone d'éducation prioritaire (ZEP)
- Bibliothèque publique // Ecole
- Ecole primaire
- Ecole secondaire
- Lecture
- Illettrisme
- Banlieue



ABSTRACT :

Since 1981, when " High priority education areas " were first designated, there have been increasing calls at official level for close collaboration between libraries and schools with a view to developing reading skills. But what is actually happening in these areas ? What new avenues are being explored in common ?

KEYWORDS :

- " High priority education area "
- Public library // School
- Primary school
- Secondary school
- Reading
- Illiteracy
- Suburban areas

1992

DSB

2

1

INTRODUCTION

LA PROBLEMATIQUE

A l'heure où la société tout entière subit les turbulences profondes dues aux inévitables mutations entraînées par l'avènement de la société post-industrielle, les questions des défis lancés par les nouvelles technologies sont fortement à l'ordre du jour. Les enjeux de pouvoir liés à la maîtrise de ces nouveaux outils se posent, nous semble-t-il, de façon de plus en plus cruciale, en même temps que s'accroît la menace d'une société française à deux vitesses, en triste référence à un modèle américain que le malaise endémique des banlieues populaires de nos grandes villes semble confirmer.

Face à l'urgence de reconstitution du tissu social urbain, il nous apparaît que le défi de la maîtrise de la lecture est l'un des plus importants en cette fin de 20ème siècle et se situe au coeur de la réflexion sur le renouveau du politique et la crise de la citoyenneté. Confrontés à ces enjeux, quelles sont les réactions des médiateurs du livre, engagés dans la " bataille de la lecture" dans des quartiers sensibles socialement ? De quelles innovations les actions concertées autour de la lecture sont-elles porteuses ? Tels ont été nos questionnements de départ.

Si nous avons souhaité situer nos observations dans le cadre de **ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRES**, c'est qu'il nous a semblé que c'est là, dans les zones les plus sensibles où les questions de l'exclusion et de l'échec scolaire se posent de la manière la plus aigue, que

nous pourrions éventuellement trouver les réponses les plus significatives. Ce sont dans ces quartiers que les médiateurs du livre que sont les enseignants et les bibliothécaires, dont nous souhaitons observer les pratiques, sont amenés à s'interroger le plus fortement sur leurs missions respectives et s'engagent dans des actions concertées.

L'intérêt central de la recherche, outre le fait d'aller voir de façon précise ce qui se passe sur le terrain, s'est rapidement posé en ces termes : est-ce que, au travers de ces actions concertées, quelque chose change dans les acquis ? Où y a-t-il innovation, construction d'une réelle médiation culturelle ? Reconduit-on forcément, là comme ailleurs, les mêmes légitimités ? Ou bien quelque chose est-il à l'oeuvre, porté par ces actions de concertation innovante, qui serait de l'ordre d'une mutation culturelle et sociale dans les rapports que les enfants et les jeunes entretiennent avec leurs propres apprentissages, leur statut et leur devenir de citoyen ?

De manière générale, l'idée et le terme de partenariat sont en vogue depuis quelques années. On peut même dire que le partenariat s'est officialisé, institutionnalisé et est devenu, avec la relance des ZEP, l'un des mots-clé de la lutte contre l'échec scolaire. Mais, comme le dit Gérard CHAUVÉAU¹, n'est-on pas en train de produire plus de discours sur le partenariat que de changements éducatifs réels ? Quels sont, pour les bibliothèques et l'école, les enjeux respectifs de cette coopération ? Et quels types de médiateurs se profilent à la source et à la clé de ces nouveaux modes de relation ? C'est ce que nous nous efforcerons d'interroger dans ce travail, à travers les observations que nous aurons pu mener sur le terrain.

¹ Dans : " Ecole : le temps des partenaires ", Migrants-Formation n° 85, juin 1991.

2

LES ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRES

Lancées en 1981 par Alain SAVARY, Ministre de l'éducation nationale, les ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRES (ZEP) avaient pour objectif de renforcer l'action éducative là où les conditions sociales constituaient un obstacle à la réussite scolaire. Après quelques années de fonctionnement inégal, où on assiste dans certains cas à des " dérives " en direction d'actions sociales mal contrôlées, les ZEP semblent n'être, en 1986, plus vraiment à l'ordre du jour. En 1989, la loi JOSPIN effectue un recentrage important : on assiste alors à une relance des zones par circulaire ministérielle du 1er février 1990. Elles se recentrent alors sur les fonctions prioritaires de l'école que sont les apprentissages fondamentaux, augmentent en nombre, et se voient dans l'obligation de " cadrer " avec les zones DSQ. Elles se structurent fortement autour des objectifs , du projet et du conseil de zone.

Le conseil de zone, lieu de réflexion et de concertation, a pour mission de définir un projet commun que chaque école et établissement (maternelle, primaire, collège, lycée) qui ont choisi de s'inscrire dans la procédure ZEP sont invités à mettre en oeuvre. Sous la présidence d'un responsable de zone, ce conseil siège régulièrement en présence des directeurs des écoles, des inspecteurs de l'éducation nationale (IEN), des chefs d'établissement du second degré et des directeurs de CIO² concernés. Les partenaires liés au développement social des quartiers sont associés à ces travaux. Le responsable de zone, en collaboration avec le coordonnateur, animateur véritable des actions en cours, procède au sein du conseil au bilan des actions

² Centre d'information et d'orientation.

entreprises et veille à la mise en oeuvre des projets de zone. Le projet s'élabore en association avec les principaux partenaires et notamment les chefs de projet DSQ quand la ZEP est dans un tel site. Il vise, outre la consolidation des acquis, l'amélioration par étapes des résultats scolaires. Pour cela, quatre champs sont prioritaires :

- la maîtrise de la langue et de la lecture
- les autres apprentissages fondamentaux
- la participation des familles à la scolarité de leurs enfants
- les points de rupture : grande section de maternelle/CP, CM2/6ème, fin de 5ème/fin de 3ème

Le projet prévoit également les indicateurs permettant d'évaluer les résultats obtenus.

Les principes qui ont présidé à la mise en place de ce dispositif après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 étaient clairs : volonté affirmée de lutter contre les inégalités sociales et culturelles, de réduire l'échec scolaire et de démocratiser l'appareil éducatif. Ces idées étaient bien entendu déjà présentes au coeur du système éducatif, les expériences de **pédagogie du projet** ou de **Projet d'action éducative** en particulier le prouvent. Mais ce dispositif ZEP, outre le fait qu'il créait un renforcement (notamment au niveau des moyens institutionnels et financiers) de l'action éducative dans les zones où le taux d'échec était le plus élevé, affirmait une idée nouvelle et, en quelque sorte, l'officialisait, à savoir que les processus de réussite ou d'échec scolaire se jouent **DANS** et **HORS** l'école à la fois, donc que la politique des ZEP doit reposer sur une approche plus globale des problèmes scolaires et se situer dans un cadre plus large que celui de l'institution école. Il devenait évident que les difficultés rencontrées par les enfants dans leurs apprentissages venaient non seulement de l'inadaptation de l'appareil scolaire mais

aussi des insuffisances dans les domaines du travail, des loisirs, de l'habitat ou de la sécurité. Ce constat imposait la nécessité d'associer les personnels de l'Education nationale de **tous** les niveaux d'enseignement avec les élus locaux de la ZEP et les partenaires socio-culturels intervenant sur la zone : l'idée de partenariat et de dynamique de quartier naissait. Durant les années 80, la politique des ZEP et celle de la Ville, toutes deux nées au début de la décennie, vont se développer en parallèle sans beaucoup de concertation. Il faut attendre 1988 pour que le Ministère de l'Education nationale devienne un partenaire de la politique du Développement social urbain (DSU). Aujourd'hui, les politiques se savent complémentaires et indissociables, même si les collaborations se cherchent encore dans de nombreux cas.

Le nouveau dispositif, actualisé en 1990, relance l'expérience à plusieurs niveaux : outre l'institution d'un dispositif d'encadrement plus strict, on assiste à une forte croissance du nombre de sites (augmentation de 40% entre 1988 et 1990), le découpage est arrêté pour une période de trois ans (1990-1993) et surtout il doit, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, tenir compte des DSQ existants. Les moyens supplémentaires dont disposent aujourd'hui les ZEP sont estimés à 3.000 équivalent-emplois sur un total de 78.000 enseignants exerçant actuellement dans ces zones. A ceux-ci s'ajoutent des crédits spécifiques d'un montant de 73,8 MF pour l'année 1990 et l'indemnité de sujétion spéciale (ISS) attribuée à tous les personnels enseignants et de direction (d'un montant annuel de 2.000 F, appelé à passer à 6.200 F en 1992). Enfin, la circulaire de 1990 met l'accent sur la nécessité d'un véritable partenariat, déjà développé au niveau national avec le FAS³ et la Caisse des Dépôts (conventions de co-financement ZEP/DSQ).

³ Fond d'action social

3

DU DISCOURS OFFICIEL A LA REALITE
DE TERRAIN**3.1 LES TEXTES OFFICIELS**

Le partenariat entre l'Education nationale et la Culture a commencé par une circulaire conjointe des deux ministères. C'était en 1984. Aujourd'hui, en 1992, Education nationale et Culture se trouvent réunis sous l'autorité d'un même ministre. Entre les deux, signe des mutations intellectuelles, stratégiques et idéologiques de ces années, le discours sur le partenariat n'a cessé de s'étoffer au niveau institutionnel. Le premier rapport PINGAUD⁴ publié en 1982, préconisait de "dépasser les traditionnelles relations d'ignorance, voire de méfiance, entre les diverses catégories de médiateurs du livre" et jetait les bases d'une politique globale du livre et de la lecture. Le "Droit de lire"⁵ appelle en 1989 à une deuxième étape dans le développement : la coordination des actions, tant au niveau du terrain que des institutions respectives : Culture et Education nationale, DRAC et Académie, etc...

La politique de Jack LANG et de ses collaborateurs successifs à la Direction du livre et de la lecture, Jean GATTEGNO et Evelyne PISIER suit en tous points les préconisations de ces deux rapports et multiplie les appels au partenariat entre fonctionnaires dépendant des Ministères de l'Education nationale et de celui de la Culture en même temps qu'elle renforce les accords et les projets interministériels.

⁴ PINGAUD, Bernard et BARREAU, Jean-Claude.- "Pour une politique nouvelle du livre et de la lecture. Rapport au Ministre de la Culture".-Dalloz, 1982.

⁵ PINGAUD, Bernard.- "Le Droit de lire: pour une politique coordonnée du développement de la lecture".Rapport à la DLL, mai 1989.

De son côté, l'Education nationale n'échappe pas à cette même "logique du partenariat" , terme qui est devenu le maître-mot de l'ouverture de l'école, en particulier dans les quartiers classés en ZEP. Le Recteur MIGEON propose dans son rapport au Ministre de l'Education nationale de 1989⁶ une série d'actions pour faire évoluer les pratiques et renouveler la pédagogie : appel au renforcement du travail en équipe, mise en place de modules de formation à la lecture-écriture, relance de la politique de type ZEP etc...La proposition n°13 concernant le relance des ZEP précise entre autres qu'il s'agit "d'organiser et intensifier les interactions entre l'école et les familles grâce aux ressources locales : élus, services municipaux, agents de l'action sociale et culturelle, équipements locaux, associations de parents d'élèves, associations socio-culturelles, entreprises".. Dans un discours prononcé à Arras en mars 1989, où il présente les grandes orientations de sa politique et la relance des ZEP en entérinant les propositions du rapport MIGEON, Lionel JOSPIN affirme qu'il lui paraît indispensable "*d'inscrire le projet ZEP dans un projet plus large qui implique la ou les collectivités locales, les services extérieurs de l'Etat et les autres partenaires*".

En 1990, un séminaire réunissant Jean FERRIER, alors Directeur des écoles et Evelyne PISIER a été l'occasion de définir des axes de collaboration entre les services de la Direction des Ecoles et ceux de la Direction du Livre. Un séminaire interministériel, qui s'est tenu en décembre 1990 sur la politique de la Ville a constitué un pas de plus dans la concertation entre l'ensemble des ministères. Les mêmes axes ont été repris lors de l'Université d'été de LACANAU en septembre 1991, réunissant des représentants des deux ministères ainsi que des chercheurs et des acteurs de terrain, venus

⁶ " La Réussite à l'école ". Rapport du Recteur Michel MIGEON à Lionel JOSPIN...CNDP, 1989.

réfléchir ensemble à la mise en fonctionnement des réseaux " Maîtrise de la langue " du Ministère de l'Education nationale et à la coordination de ces actions avec les partenaires du Ministère de la Culture.

Des deux côtés donc, nous semble-t-il, le discours est clair, la volonté affirmée. Mais qu'en est-il, en réalité, sur le terrain ? L'ouverture institutionnelle est-elle autant à l'ordre du jour qu'au niveau des discours officiels?

3.2 LES RAPPORTS BIBLIOTHEQUE-ECOLE

Les rapports bibliothèque-école ont longtemps été placés sous de mauvais auspices, en raison des divergences de vue des deux institutions sur le problème de la lecture. Anne-Marie CHARTIER et Jean HEBRARD en font dans leur ouvrage très documenté un historique précis⁷. D'abord concurrents dangereux au cours du 19ème siècle, bibliothèques scolaires et bibliothèques populaires vont mettre des années à trouver leurs marques respectives en s'affrontant sur la pédagogie de la lecture. Dans les rebondissements successifs du débat, les bibliothécaires ont tendance au cours des années 1920 à accepter de relayer l'action de l'école et à "pédagogiser" leur discours. Mais les reproches mutuels sont toujours latents. Dans un article paru dans le n°2 de la revue Libre-accès et intitulé "Brève histoire d'un long malentendu", Gilles LACROIX⁸, s'inspirant du "Discours sur la lecture", rappelle les deux conceptions qui se faisaient face au congrès de l'ABF à Alger en 1931 : d'une part celle de la déscolarisation de la lecture, défendue par la toute nouvelle Bibliothèque de l'Heure Joyeuse, et d'autre part celle de l'école, s'inscrivant dans la tradition

⁷ CHARTIER, Anne-Marie et HEBRARD, Jean.- "Discours sur la lecture:1880-1980".-BPI, 1989.

⁸ Conseiller pour le livre et la lecture auprès de la DRAC Rhône-Alpes.

(même si elle tendait à se rénover) de l'école publique de la 3ème République et caractérisée par un encadrement des lecteurs, un dirigisme et un didactisme que les bibliothécaires accusent (déjà!) de conduire à une "fuite des lecteurs"....

Les rapprochements entre les deux corps, qui eurent lieu en 1945 lors de la création des BCP (placées jusqu'en 1975 sous l'autorité du Ministre de l'Education nationale) n'ont pas levé tout malentendu. Toutefois les choses basculent progressivement, une "union sacrée" se fait jour autour de la résistance à l'audio-visuel et les discours s'harmonisent autour d'un objectif commun : "faire lire", "donner le goût de lire".

Nous nous demandons cependant, au-delà du discours, ce qu'il en est aujourd'hui, en 1992. Bibliothécaires et enseignants ont-ils trouvé les modalités de leurs collaborations ? Leurs conceptions de la lecture et de ses enjeux ont-elles suffisamment évolué pour se rejoindre totalement ou partiellement dans le cadre d'actions communes ? La difficulté que nous avons rencontrée dans le choix de nos terrains de stage, alliée à notre propre expérience nous interroge déjà fortement à ce sujet. Dans son rapport de synthèse du Colloque "Lectures et médiations culturelles"⁹, A.MASSUARD note que *"Bibliothécaires et enseignants sonts deux corps fortements constitués et dont la réflexion est finalement, malgré nos critiques légitimes et nos insuffisances, très structurée. Ces deux représentations des enjeux sociaux, culturels, économiques de la lecture, ces deux blocs théoriques ont trop longtemps avancé parallèlement. Il est temps qu'ils se rencontrent."*

⁹ PRIVAT, Jean-Marie et REUTER, Yves.- "Lectures et médiations culturelles : actes du Colloque de Villeurbanne, mars 1990.- Presses universitaires de Lyon, 1991.

Quelles sont, aujourd'hui, les modalités de cette rencontre ? Des innovations sont-elles perceptibles en la matière ? C'est ce que nous proposons également d'interroger dans ce travail, en tentant de mesurer dans quels contextes la méfiance traditionnelle et institutionnelle peut être levée et les stéréotypes souterrainement éventuellement encore à l'oeuvre dépassés. Dans l'intervention qu'il a faite lors du récent congrès de l'ABF¹⁰, Jean-Marie PRIVAT note que les consensus perceptibles dans le discours philosophique des deux institutions masquent des dissensus objectifs et qu'on peut faire l'hypothèse d'une *"concurrence pour le monopole dans le champ culturel"*, ce qui veut dire qu'on rencontre *"des oppositions euphémisées ou non, des contradictions réelles ou imaginaires mais aussi des pactes précaires ou pérennes, des points de rencontre et de coopération bien entendu"*. En écho à ces réflexions, nous tenterons de mettre en lumière quelle est la nature des motivations qui conduisent les acteurs de terrain à favoriser les points de rencontre et la coopération ou quels freins les empêchent de s'engager plus avant dans des projets concertés, l'objectif final étant de dégager des observations une grille de paramètres favorisant ou inhibant la coopération entre institutions et individus.

Dans cette même perspective, il nous paraît également intéressant de réfléchir au type de médiateur concerné par ces nouvelles actions: ainsi que l'illustre Marie-Jeanne BERGEAULT dans son mémoire de DESS¹¹, il semblerait que les attentes et pratiques nouvelles d'un

¹⁰ Qui s'est tenu à Arles du 22 au 25 Mai 1992. Communication à paraître dans le Bulletin de l'ABF.

¹¹ BERGEAULT, Marie-Jeanne. "Fragilité des pratiques de lecture des enfants de milieu socio-culturel défavorisé. Enjeux du livre et des bibliothèques.- Mémoire DESS:IEP de Grenoble: ENSB, 1989.

public entretenant avec l'écrit un rapport pas forcément légitime force les professionnels à remettre en cause, redéfinir et élargir leurs champs de compétence. Va-t-on pour autant nécessairement vers un type de médiateur éclectique, alliant des compétences de bibliothécaire, de pédagogue et d'éducateur ? ou bien l'action commune oblige-t-elle à une redéfinition précise des champs d'intervention de chacun ? Tels sont les aspects que nous tenterons, modestement puisque à partir de données très partielles, d'éclairer.

4

METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Après consultation de personnes-ressource au niveau de l'Education nationale (Académies de Lyon et de Grenoble) et un tour d'horizon des bibliothèques engagées, sur des secteurs ZEP, dans des actions lecture concertées, nous avons décidé, avec les difficultés que nous avons évoquées, du choix de trois lieux d'observation dans l'Académie de Lyon : VENISSIEUX, OYONNAX et VAULX-EN-VELIN. Le premier niveau de questionnement était : Que se passe-t-il exactement sur ces terrains , et comment cela se passe t-il ? A cet effet, nous nous sommes attachés, et nous nous attacherons encore en ce qui concerne les observations qui restent à venir et ce, bien entendu, dans la mesure de nos moyens forcément limités en temps, à "coller" d'aussi près que possible à la mise en place ou à la réactualisation des projets lecture-écriture, **pour la période concernée.**

En effet, nous sommes bien conscients du fait que nous ne pourrions saisir qu'une infime partie d'une histoire en train de s'écrire, dont il est souvent plus aisé de cerner l'historique que la dynamique présente, avec ses enjeux, ses ruptures et ses rapports de force.

Les observations doivent et devront, à notre avis, être menées à 3 niveaux :

1- les conditions de la mise en place des projets

2 - les projets en eux-même : leurs déroulements et contenus, les partenaires, les acteurs.

3 - l'évaluation de ces projets par les acteurs de terrain, adultes et jeunes.

Il nous semble en effet que ce sont des **observations de pratique** et de **conditions de pratique** que pourront éventuellement naître des ébauches d'analyse sur les innovations perceptibles à l'échelle du terrain. Bien entendu, devra s'ajouter à cela une analyse qualitative du **discours sur les pratiques**. A cet effet, une enquête auprès des principaux acteurs (enseignants, bibliothécaires, enfants et jeunes acteurs des projets, responsables et coordonnateurs de ZEP, élus locaux, responsables de service.etc....) sera effectuée, afin de cerner comment les problèmes se posent ou ne se posent pas pour eux, où ils situent les acquis et les difficultés de ce travail de partenariat, quels sont leurs motivations et leurs freins.

Cette enquête se fera sous forme d'entretiens en profondeur menés de façon suffisamment non-directive pour laisser émerger des éléments d'analyse subjective. En effet, l'objectivité en la matière n'est pas de mise : c'est ce que dit la personne, et la manière dont elle le dit, qui est ici sujet d'analyse. Cette enquête portera sur un

nombre forcément limité de personnes (nombre d'entretiens prévus : une vingtaine), engagés à un titre ou à un autre dans un des projets lecture-écriture observés. Son but sera d'explorer à la fois la pratique et le contexte psychologique de la pratique. Le mode d'administration en sera un guide d'entretien plus qu'un questionnaire, se limitant à quelques phrases d'entrée en matière ou de relance :

1 - Pouvez-vous me parler de votre action, de votre rôle dans le projet ? Du projet lui-même ?

2 - Comment vivez-vous (ou avez-vous vécu) la préparation de l'opération avec les différents partenaires concernés ?

3 - Quelles sont pour vous les richesses et les difficultés de ce travail en commun ? Que retirez-vous de ce projet ? Quelles évaluations pour vous ? pour votre institution ?

Après transcription des entretiens, nous nous efforcerons, à l'aide de nos observations de terrain et du matériau que nous aurons rassemblé sur les projets et leur contexte, de tirer quelques conclusions pertinentes concernant les processus de transformation en cours dans ces dynamiques locales.

5

BIBLIOGRAPHIE

5.1 CHOIX METHODOLOGIQUE :

Nous avons décomposé l'approche bibliographique en 5 grands ensembles, qui sont :

5.2 - ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRES

5.3 - TEXTES, RAPPORTS ET DISCOURS OFFICIELS

5.4 - TERRAINS : CONTEXTES, THEORIES ET PRATIQUES

5.5 - LECTEURS, LECTURES ET ECRITURES : APPROCHES

5.6 - DE LA BIBLIOTHEQUE, DE L'ECOLE, DU QUARTIER OU DES 3 CONJOINTEMENT...

Le champ concernant les problématiques des lecteurs, de la lecture et des conditions de leurs médiations est bien évidemment extrêmement vaste. Nous avons sélectionné les articles ou ouvrages qui suivent au vu de plusieurs critères :

- les ouvrages et articles de publication récente présentent l'intérêt d'actualiser notre réflexion avec des apports théoriques ou informatifs nouveaux. La date de parution a donc constitué un premier critère, croisé évidemment avec la pertinence reconnue de l'information qu'ils contiennent.

- les ouvrages ou articles moins récents, voire déjà un peu anciens, ont été sélectionnés soit pour leur apport incontournable, du moins de notre point de vue, au débat sur la lecture, soit en raison des arguments nouveaux pour nous qu'ils développent ou de la lumière qu'ils apportent à la compréhension de la situation des terrains observés.

La recherche s'est effectuée de manière classique, à la fois empirique et organisée. La bibliographie de référence a été au départ celle établie par Jean-Marie PRIVAT et publiée dans les Actes du colloque de Villeurbanne "Lectures et médiations culturelles". Elle s'est ensuite particulièrement enrichie grâce à ses conseils et à ses apports lors de nos entretiens. Nous avons également trouvé nombre de références dans la bibliographie "Lire en partenariat" établie par la revue Argos (Dossiers "Partenariat", Argos n°6 et "Lecture 1", Argos n° 7, 1991). Nous avons enfin eu recours à la consultation des bases ELECTRE, TELETHESES, SIBIL-FRANCE, FRIPES, BN-OPALE et FRANCIS.

Le classement est chronologique pour la deuxième section (Textes, rapports et discours officiels) et par ordre alphabétique d'auteurs pour les autres.

5.2 ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRES

- BERNARD, Philippe.- "L'Elan brisé des ZEP...". in: Le Monde, 13 février 1986.

Un point nuancé sur le développement des ZEP depuis 1981 et leur relative perte de vitesse à la date où l'article a été écrit.

- BOURGAREL, Alain.-" Le Coordonnateur de ZEP "- CNDP,1991.

Outil pratique, ce guide aborde les différents aspects de cette fonction, en décrit le cadre et les modalités d'action et cerne les articulations entre projet d'école, d'établissement, de ZEP et de quartier. Il aborde les problèmes de partenariat, de circuits de financement, d'évaluation et est aussi un instrument de réflexion sur l'enjeu social et éducatif des ZEP.

- CHARLOT, Bernard.- "Rapport au savoir, rapport à l'école dans les ZEP". Conférence Université de Lyon 2, Sciences de l'Education, 15 février 1992.

L'auteur rend compte des recherches en sciences de l'éducation à Paris 8 en présentant des "bilans de saisir" recueillis auprès de jeunes de la 6ème à la 3ème, qui analysent leur histoire singulière, la façon dont se fait la mobilisation sur l'école et leur rapport au savoir.

- "Ecoles en transformation : zones prioritaires et autres quartiers".- L'Harmattan : INRP, 1983 (CRESAS n° 1)

Le Centre de recherche de l'éducation spécialisée et de l'adaptation scolaire (CRESAS), qui fait partie de l'INRP, étudie depuis 1969 les problèmes posés par l'échec scolaire massif que connaissent les enfants des milieux populaires et les moyens d'y remédier. Persuadés que l'échec scolaire n'est pas une fatalité et qu'il dépend en grande partie du système de rapports qui se nouent dans et autour des institutions éducatives, le CRESAS a entrepris en 1981 une série de recherches-actions avec les acteurs de terrain de 3 ZEP de la région parisienne, dont il rend compte dans cet ouvrage. Cette étude des dynamiques locales enclanchées est précédée d'un apport théorique très clair sur la réalité institutionnelle du dispositif.

- "Education : les zones prioritaires deux ans après..."-in : Regards sur l'actualité n° 94, sept.-oct. 1983, p. 43-50.

Un premier bilan quantitatif et qualitatif du fonctionnement des ZEP, qui souligne le caractère innovant de la méthodologie et des actions mises en place, mais aussi la difficulté pour les partenaires de réaliser de véritables projets communs.

- GARIN, Christine.- " Ghettos urbains, ghettos scolaires : la politique gouvernementale de la Ville pourrait donner aux Zones d'éducation prioritaires un nouvel élan ...".in : Le Monde, 10 Janvier 1991, p. 11.

Cet article rappelle les réussites et les écueils du fonctionnement des ZEP et les nouvelles dispositions prises par le Ministre de l'Education nationale, en soulignant les problèmes encore non solutionnés, comme ceux qui touchent à l'évaluation des actions menées et à la fidélisation des équipes enseignantes dans les zones.

- HENRIOT-van ZANTEN, Agnès.- " L'Ecole et l'espace local : les enjeux des zones d'éducation prioritaires ".- Presses universitaires de Lyon, 1990.

Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage très intéressant tente de cerner, à travers l'analyse comparative d'une ZEP rurale et d'une ZEP urbaine les interactions entre l'école et les différents acteurs du tissu local ainsi que leurs rôles respectifs dans la reproduction ou la transformation du système éducatif.

- ISAMBERT-JAMATI, Viviane.- " Les Choix éducatifs dans les zones prioritaires ".- in : Revue française de sociologie n° 1, 1990, p 75-99.

L'analyse faite à partir des rapports envoyés par les 350 coordonnateurs de zone au Ministère recense les types d'actions engagées, leur fréquence et leurs lieux d'apparition.

- OEUVRARD, Françoise.- " Les ZEP, huit ans après leur création ".- in : Regards sur l'actualité n° 160, Avril 1990, p. 47-54.

Ce deuxième bilan des ZEP paru dans la revue et réalisé par un cadre du Ministère de l'Education nationale dégage la diversité des actions mises en place mais surtout la priorité accordée à la lecture dans la majorité des établissements. Si le climat scolaire s'est amélioré en règle générale plus que les résultats eux-mêmes, il semble à l'auteur que persiste une difficulté dans l'ouverture sur l'extérieur et la mise en place de véritables projets locaux d'action concertée.

- " **La Politique des zones prioritaires deux ans après : analyse du Ministère de l'Education nationale** " par le **Groupe de pilotage pour la politique des ZEP.-** in : " **Ecoles en transformation : zones prioritaires et autres quartiers** " op. cit.,1983.

Cet article fait le bilan de la mise en pratique des principaux objectifs qui ont présidé à la mise en place des ZEP et en particulier l'objectif de mobilisation des différents partenaires autour d'un projet global.

- " **Les Zones d'éducation prioritaires** ".- dir. **Catherine MOISAN** .- E.N.A., 1991 (**Promotion Condorcet; 1**)

Une évaluation très complète et critique sur les réussites et les carences du dispositif et sur sa mise en oeuvre depuis 1981 par une promotion de l'Ecole nationale d'administration.

5.3 TEXTES, RAPPORTS ET DISCOURS OFFICIELS

- **Textes officiels sur la mise en place des ZEP : Circulaires du 1er Juillet 1981, 28 décembre 1981, 19 mars 1982 et note de service du 13 janvier 1983 parues au B.O. de l'Education nationale.**

- **PINGAUD, Bernard, BARREAU, Jean-Claude.- " Pour une politique nouvelle du livre et de la lecture ". Rapport au Ministre de la Culture.- Dalloz, 1982.**

Faisant suite à la première parution de l'enquête sur les pratiques culturelles des français (1981), le rapport PINGAUD-BARREAU expose, entre autres, les axes d'une politique de développement de la lecture (la lecture à l'école, actions culturelles, réseaux...).

- **DUBEDOUT, Hubert.- " Ensemble, refaire la ville : rapport au Premier Ministre du président de la commission nationale pour le développement social des quartiers "- La Documentation française, 1983.**

Un texte déterminant, qui a marqué et marque encore l'ensemble des politiques urbaines dans les banlieues et la réflexion sur les ZEP.

- **" Le Développement social des quartiers : la lecture "- in : Lettres n° 1, mars 1985.**

Ce dossier réalisé par la DLL souligne les grandes lignes des dispositifs DSQ et ZEP et le rôle que sont amenés à y jouer les bibliothécaires et leurs partenaires dans une "*collaboration accrue avec le Ministère de l'Education nationale*".

- **" La Réussite à l'école : rapport du Recteur Michel MIGEON à Lionel JOSPIN, Ministre d'Etat, Ministre de l'Education, de la jeunesse et des sports "- CNDP, 1989.**

Partant de la situation de l'école et des acquis récents de la recherche, le Recteur MIGEON propose une série d'actions pour faire évoluer les pratiques, et notamment la relance des ZEP.

- **Discours du Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des sports prononcé à Arras le 23 mars 1989 sur la réussite scolaire pour tous les élèves, les ZEP et la maîtrise du langage.-in : B.O. n° 15, 13 Avril 1989.**

Il y est question , entre autres, de mobiliser tous les partenaires pour " *ouvrir l'école et créer une osmose entre deux milieux où l'enfant et l'adolescent tirent matière à éducation : l'école et tout ce qui l'entoure* ". Lionel JOSPIN annonce dans ce discours sa politique de relance des ZEP.

- PINGAUD, Bernard.- " Le Droit de lire : pour une politique coordonnée du développement de la lecture." Rapport à la Direction du livre et de la lecture, mai 1989.

Poursuivant la réflexion sur la lecture entamée en 1982, Bernard PINGAUD propose de passer à une deuxième étape dans le développement de celle-ci : coordonner les actions des différents partenaires du livre dans un programme d'ensemble.

- " Les Zones d'éducation prioritaires : implantation et structure en 1989-1990. Note d'information n° 90.44 du Ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports.

Le point chiffré du nombre et du fonctionnement des ZEP lors de leur relance.

- FRANCE. Ministère de la Culture et de la Communication. " Les Pratiques culturelles des français : 1973-1989 ". La Découverte : La Documentation française, 1990.

Une édition conjointe des enquêtes de 1973 ,1981 et 1989 mettant en lumière les principales évolutions de ces 15 dernières années en matière de pratiques culturelles et notamment de fréquentation du livre et des bibliothèques.

- Mise en oeuvre de la politique des zones d'éducation prioritaires pour la période 1990-1993. Circulaire n° 90-028 du 1er février 1990, par Lionel JOSPIN.

Ce texte, adressé aux recteurs et aux inspecteurs d'académie, relance la politique des ZEP en vue d'obtenir une amélioration significative des résultats des élèves. Lionel JOSPIN y réaffirme la nécessité d'y associer l'ensemble des partenaires de l'école, dont l'implication

est dite déterminante pour la réussite de cette politique. La circulaire précise les principes d'action et d'attribution des moyens pour la période 1990-1993.

- **Lettre du Premier Ministre aux préfets de région du 22 décembre 1990, par Michel ROCARD. in : " Le Coordonnateur de ZEP ", par Alain BOURGAREL, op. cit., 1991. Objet : Renforcement de l'intervention des services publics dans les zones d'éducation prioritaires.**

Se référant à la circulaire du Ministre de l'éducation nationale, le Premier Ministre insiste sur le lien entre action ZEP et politique globale de la Ville et sur la nécessité qu'il y a à accroître l'efficacité de chacun en coordonnant les efforts de tous les partenaires, en particulier les collectivités locales.

- **DELARUE, Jean-Marie.- " Banlieues en difficulté : la relégation. Rapport au Ministre d'Etat, Ministre de la Ville et de l'aménagement du territoire.- Syros-Alternatives, 1991.**

Fruit d'une enquête de plusieurs mois auprès de nombreux acteurs de terrain, cette analyse tente de cerner les causes de la dégradation des banlieues et apporte des pistes pour de nouvelles pratiques.

FRANCE. Ministère de la Culture. Direction du Livre et de la Lecture. Délégation au développement et aux formations.- " Vers de nouveaux publics : le livre et la lecture ". Supplément à la Lettre d'information n°300 du 25 mars 1991.

Ce document fait le point sur les axes de la politique du Ministère de la Culture et sur des expériences de terrain innovantes, en soulignant les accords interministériels et les enjeux d'une politique de partenariat, notamment dans les quartiers classés en DSQ et en ZEP.

- **PISIER, Evelyne.- " Le service public de la lecture ".in : ESPRIT, mars-avril 1991, p.116-129.**

Le Directeur du Livre et de la Lecture affirme dans cet entretien le rôle central de la lecture, la nécessité d'une collaboration des Ministères de l'Education nationale et de la Culture et d'un fort consensus entre les différents acteurs de la politique du livre à tous les niveaux.

5.4 TERRAINS : CONTEXTES, THEORIES ET PRATIQUES

5.4.1 VENISSIEUX

- GERIN, André.- " Jeunes, une chance pour la ville ". Reportages et entretiens réalisés par Gilles SMADJA.- Messidor, 1991.

Peu de temps après les événements de VAULX-EN-VELIN en octobre 1990, des jeunes de VENISSIEUX parlent de leur vie, de leurs colères, de leurs désirs. Chacun de ces récits est suivi d'un entretien de Gilles SMADJA avec André GERIN, maire communiste de Vénissieux, qui s'exprime sur la politique de la ville en direction des jeunes et sur le malaise des banlieues, de Vénissieux et d'ailleurs.

- " Paul ELUARD, un collègue aux Minguettes "- Syros-Alternative, 1987. (Contre-poisons.)

Les paroles, vécues et fortes, d'un collègue en recherche entre 1982 et 1987 (date de publication du livre), pour dire quelles nouvelles voies ont été explorées pour faire du collège un lieu habitable et lutter contre l'échec scolaire. Cette recherche s'inscrit dans une dynamique de ZEP et est portée par un projet d'établissement dont les maître-mots sont : changer l'école, l'ouvrir sur le quartier, redonner à l'enfant le plaisir d'apprendre, le motiver et lui permettre d'accéder à une certaine autonomie. Une des formes les plus originales du travail interdisciplinaire est celle du PAE LIRE-ECRIRE (qui

aboutira au projet KIOSQUE, puis BOUQUINERIE, observé en 1991-92 à Vénissieux).

- **PRIVAT, Jean-Marie et VINSON, Marie-Christine.- " Habitat vertical et habitus lectural ".- in : Pratiques n° 52, décembre 1986, P.83-111.**

Comment créer chez les enfants des Minguettes un " habitus lectural", c'est-à-dire passer d'une phase d'alphabétisation à une phase de lecturisation ? Cet article rend compte du cheminement de l'équipe des professeurs de français du collège Paul Eluard à Vénissieux et des projets mis en oeuvre dans le cadre du PAE " LIRE-ECRIRE "

- **PRIVAT, Jean-Marie et VINSON, Marie-Christine.- " Les intermédiaires de lecture ".-in : Pratiques n°63, septembre 1989, p.63-100.**

Dans ce n° consacré à l'innovation pédagogique, les mêmes auteurs, enseignants de français au collège P.Eluard à Vénissieux, proposent leurs réflexions sur la notion d'intermédiaires entre livres et lecteurs, exposent et analysent les différentes étapes du projet KIOSQUE élaboré par l'équipe des professeurs de français de ce collège, illustrant ainsi la nécessité d'un va-et-vient permanent entre théorie, pratique et retour à la théorie.

5.4.2 VENISSIEUX ET VAULX-EN-VELIN

- **ALLOUCHE, Abdelwahed.- " Les Comportements des enfants d'immigrés maghrébins dans les bibliothèques : cas de trois bibliothèques municipales de la banlieue lyonnaise ". Mémoire E.N.S.B, 1982.**

Ce travail est basé sur une enquête auprès d'enfants fréquentant les bibliothèques de VAULX-EN-VELIN, BRON et VENISSIEUX. Il rassemble un matériau important pour l'analyse de l'offre des bibliothèques ainsi que de la

demande et des types de comportement des enfants d'origine maghrébine.

- " **Banlieues, les nouveaux remèdes : les " laboratoires " de VAULX-EN-VELIN et de VENISSIEUX " .in : Le Progrès, 15 Mai 1992.**

Le point sur les nouveaux projets lancés par les maires Maurice CHARRIER et André GERIN avec leurs équipes municipales respectives, en réponse au climat social toujours fragile de leur ville.

5.4.3 OYONNAX

- **BEDARIDA, Catherine.- " L'Ecole qui décolle ".- Seuil, 1991 -(L'épreuve des faits).**

Ce livre fait état d'innovations en matière de coopération à l'oeuvre dans l'Education nationale, notamment au Collège Gérard Philippe de FONTAINE (38) et au Lycée d'enseignement Arbez-Carme à OYONNAX.

5.4.4 AUTRES TERRAINS

- **BOURGIN, Michel.- " Ensemble, faisons reculer l'échec scolaire : approches éducatives en banlieue ".- Chronique sociale, 1991.**

On trouve dans cet ouvrage le récit vivant des étapes, péripéties et conflits qui marquèrent l'"exploration des énormes ressources d'une zone dite sensible", celle du Collège Alfred Sisley de l'ILE-SAINT-DENIS, une banlieue populaire du nord de Paris. D'autres récits d'expérience complètent ce livre, entre autres celle du Collège G.Philippe de FONTAINE.(38).

- **JAZOULI, Adil.- " Les Années banlieues ".- Seuil, 1992.**

Une histoire sociale et politique des quartiers de banlieue, notamment du Sud-Est lyonnais, qui ont vu la révolte mais

aussi les tentatives d'organisation des jeunes issus de l'immigration ainsi que les réponses culturelles et sociales de tout un ensemble d'acteurs locaux.

- LEMOINE, Maurice.- " Echech scolaire, échec social : enseigner dans des banlieues perdues ".-in : Le Monde diplomatique, Avril 1992.

" Peut-on isoler l'enseignement de l'organisation générale du tissu urbain et, au-delà, des valeurs en cours dans l'ensemble de la société ?", tel est le questionnement du journaliste Maurice LEMOINE, au vu des difficultés rencontrées par certaines ZEP.

- " Lisons dans la ville : un rallye-lecture dans une ZEP.- par Marie-Claire CESSE, Denise PEZ .-in : INTER-CDI n° 115, janvier 1992.

Une action innovante menée en partenariat à GARGES-LES-GONESSE (Val d'Oise) en 1990.

5.5 LECTEURS, LECTURES ET ECRITURES : APPROCHES

- ASSOCIATION FRANCAISE POR LA LECTURE, ET AL..- " Apprendre à lire pour les 2-12 ans: plate-forme commune des mouvements pédagogiques. 1989. (Supplément commun aux revues Les Actes de lecture, Cahiers pédagogiques, L'Educateur, Dialogue, Camaraderie, Vers l'éducation nouvelle).

Cette brochure rassemble les propositions des mouvements signataires en vue d'une évolution rapide de la lecture en France et met l'accent sur les conditions de l'apprentissage de la lecture pour tous les enfants dans le milieu scolaire principalement, mais aussi dans leurs autres temps de vie.

- **BAHLOUL, Joëlle.- " Lectures précaires : étude sociologique sur les faibles lecteurs "- B.P.I., 1987.- (Etudes et recherche).**

Dans cette étude réalisée à la demande du Ministère de la Culture, Joëlle BAHLOUL montre que la coupure entre lecteurs et non-lecteurs n'est pas aussi radicale qu'on veut bien le croire et que s'ils constituent un groupe spécifique, c'est souvent en raison de la perception dévalorisante qu'ils ont de leurs propres pratiques.

- **BERGEAULT, Marie-Jeanne.- " Fragilité des pratiques de lecture des enfants de milieu socio-culturel défavorisé. Enjeux du livre et des bibliothèques.- Mémoire DESS : IEP de Grenoble : ENSB, 1989.**

Le travail de Marie-Jeanne BERGEAULT est d'un apport très important pour la compréhension des enfants en difficulté scolaire, sociale et personnelle et pour faire avancer la réflexion sur les réponses que les bibliothèques peuvent inventer face aux besoins et attente de ce nouveau public.

- **BLANES, Elisabeth.-"Et pourtant ils écrivent".-in: BBF, Tome 37,n°1, 1992, p.32-36.**

Elisabeth BLANES a observé des ateliers de retour à l'écrit organisés en Languedoc-Roussillon en direction d'un public de jeunes de 13 à 25 ans. Exemple de coopération sur le terrain entre les différents partenaires de l'Education et de la Culture, ces observations ont donné lieu à un DESS, soutenu en 1991.(IEP de Grenoble, ENSB.)

- **CHARTIER, Anne-Marie et HEBRARD, Jean.- " Discours sur la lecture : 1880-1980 "- BPI, 1989.**

Une étude très documentée des discours sur la lecture depuis 100 ans (ceux de l'Eglise, des bibliothécaires et de l'Ecole), afin de tenter de comprendre le discours contemporain. Ce livre apporte de nombreux éclairages, entre autres, sur les relations entre les bibliothèques et l'école et leurs conceptions respectives de la lecture.

- **COUDER, Bruno et LECUIT, Jean.- " Maintenant lire n'est plus un problème pour moi. Du refus de l'illettrisme au métier : le défi du Quart-Monde ".- Sciences et service, 1983.**

Fruit d'un travail collectif exécuté par ATD-Quart-Monde, ce livre vivant présente à la fois une réflexion sur l'illettrisme , le mouvement ATD et ses réalisations ainsi que ses propositions pour l'avenir.

- **DOLTO, Françoise.- " L'Échec scolaire : essai sur l'éducation ".- Carrère, 1989.**

Ce volume rassemble différents articles ou interventions de Françoise DOLTO, rappelant les grands principes du développement affectif et sexuel de l'enfant et ses besoins vitaux. Partant, dans la première intervention intitulée "L'échec scolaire des enfants des classes primaires", du fait que tout apprentissage répond à un désir de celui qui veut acquérir une connaissance, l'auteur donne, à la lumière de son expérience de psychanalyste, des éléments de compréhension des barrages qui font obstacle au plein emploi de l'intelligence et une idée des réponses qui peuvent être apportées par le traitement analytique ou les attitudes des pédagogues.

- **ESPERANDIEU, Véronique et LION, Antoine et BENICHOU, Jean-Pierre.- " Des illettrés en France : rapport au Premier Ministre.- La Documentation française, 1984.**

Il s'agit du premier rapport officiel qui alarma sur la présence de 10% d'"illettrés" de nationalité française sur notre territoire et qui fut à l'origine de la mise en place du G.P.L.I. (Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme).

- **" Face à l'illettrisme, les BCD : analyses et témoignages. AG3I, (1988).- (Les cahiers).**

L'AG3I a conduit en 1986-87 une observation du fonctionnement de 4 bibliothèques d'écoles de l'agglomération lyonnaise, en tire un bilan des acquis et

des difficultés et conclut sur la nécessité d'aller de plus en plus vers des "projets négociés" entre différents partenaires.

- FRANCE. Ministère de la Culture. Direction du livre et de la lecture.- " Bibliothèques publiques et illettrisme "- 1986.

Cette brochure présente diverses réflexions passionnantes et concises de chercheurs sur les réponses culturelles à apporter au problème de l'illettrisme et sur le rôle réel et possible des bibliothèques et des autres partenaires du livre. On y trouve des apports de Jean-Claude PASSERON, Jean-Pierre BENICHOU, Nicole ROBINE, B. SEIBEL et Raymond CITTERIO, (chargé de mission à l'Action culturelle de l'Académie de Lyon).

- GILLARDIN, Bernard et TABET, Claudie.- " Retour à la lecture "-Retz, 1988.

Un livre qui se veut une aide pour tous les acteurs qui accompagnent la formation des personnes en difficulté de lecture, en présentant un certain nombre d'actions conduites principalement avec des bibliothèques municipales comme "lieux-ressource". Il s'efforce, s'appuyant comme le souligne Claudie TABET sur les grands courants de pensée sociologique, historique et pédagogique actuels d'allier théorie et pratique afin d'éviter la sclérose et de faire avancer le débat.

- GRIGNON, Claude et PASSERON, Jean-Claude.- " A propos des cultures populaires "-in : Cahiers du CERCOM n°1, avril 1985.

Ce texte est la reprise des débats qui eurent lieu lors du Séminaire de l'EHESS de février et mars 1982. Il interroge les cultures populaires autour des notions de culture dominée, d'ethnocentrisme, de relativisme et de légitimité culturels, de populisme et de misérabilisme.

- GROUPE PERMANENT DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME.- " Pour une meilleure réussite scolaire : guide des actions d'accompagnement ".- G.P.L.I., 1988. (En toutes lettres, n° spécial).**

Ce guide se veut à la fois une réflexion théorique et pratique sur l'échec scolaire qui ne peut, selon Véronique ESPERANDIEU, être réduit à l'échec de l'école. Elle appelle tous les partenaires de l'enfance et de la famille à établir avec l'école les alliances nécessaires à la construction des chances pour tous les enfants. Une série de propositions et de dispositifs allant dans ce sens sont présentés en fin d'ouvrage.

- HEBRARD, Jean.- " Synthèse ".- Université d'été, Lacanau, 1991.**

Le thème de l'Université d'été de Lacanau était la mise en fonctionnement des réseaux "Maîtrise de la langue" du Ministère de l'Education nationale et la coordination avec les partenaires du Ministère de la Culture et les collectivités locales. Dans sa synthèse, Jean HEBRARD insiste sur la nécessité pour les institutions de s'ouvrir encore davantage pour que le réseau, réellement, fonctionne.

- " Illettrisme : un phénomène d'ampleur en France ".-in: Lettres, janvier-février 1989.**

Cet article publie l'essentiel des résultats de l'enquête infométrie du GPLI de 1988 et donne les grands axes de la politique de la Direction du Livre et de la Lecture par rapport à ce problème.

- " Illettrisme et psychanalyse ".- L'Immédiat, n° spécial 10,1992.**

Actes du colloque organisé par l'ARALE à Grenoble en novembre 1991.

- KAUFMANN, J.C.- " Comprendre le rapport au savoir des milieux populaires ".-in : Economie et humanisme n°265, mai-juin 1982, p.59-68.

Quels sont les modes d'assimilation, d'acculturation et de transmission des connaissances des milieux populaires ? J.C. KAUFMANN dégage ce qui lui semble les lignes de force : primauté de l'expérience, de l'action et de l'efficacité des résultats, logique empirique de la connaissance, poids des contraintes de travail, mobilisation particulière à propos de l'école, caractère vivant et convivial des modalités d'assimilation des connaissances etc...

- "Lecture 1 : apprentissage continué, théorie et pratique".-in : Argos n°7, novembre 1991, p. 39-79.

L'apprentissage de la lecture, qui est nécessairement "continué", est une entreprise qui se doit d'être collective. Ce dossier présente les démarches et les apports spécifiques de chacun : pédagogues, culturels, sociologues etc... avec des interventions, entre autres, de Jean-Claude POMPOUGNAC, Max BUTLEN et Gérard CHAUVEAU.

- "Lecture 2 : apprentissage et pratiques d'écriture".in : Argos n°8, avril 1992, p.28-89.

La volonté ici affirmée de lier étroitement l'apprentissage de la lecture et celui de l'écriture conduit automatiquement à une remise en cause de certaines pratiques et à développer une fonctionnalité de l'écrit sous toutes ses formes.. Cette réflexion se situe résolument dans le cadre de celle des réseaux "Maîtrise de la langue".

- PENNAC, Daniel.-"Comme un roman."- Gallimard, 1992.

Daniel PENNAC est professeur de français, écrivain généreux et orfèvre du plaisir. Il balise dans cet essai les chemins d'une possible réconciliation avec le livre, avec à l'appui des années de pratique professionnelle auprès de jeunes rebutés par la lecture. Après avoir proposé des

hypothèses sur les raisons de cette exclusion, il propose de retrouver le plaisir devenu contrainte par le détour d'un partage, celui des textes qu'il s'agit, selon lui, d'offrir aux jeunes, au lieu de leur apprendre à les commenter. Cela se lit "comme un roman", et c'est une libération jubilatoire de la contrainte scolaire.

- PERONI, Michel.- "Histoires de lire : lecture et parcours biographique".- BPI, 1988.

Une recherche sur la faible lecture qui se démarque résolument d'une approche sociologique "classique" : en donnant la parole aux soit-disant faibles lecteurs, Michel PERONI met en lumière la diversité des normes d'appréciation et des critères de définition des pratiques lectorales, qui s'avèrent beaucoup plus individuelles et subtiles qu'on voulait bien le penser jusque là et souligne qu'il est très difficile, voire impossible de les quantifier de manière fiable et de faire rentrer les lecteurs dans une catégorie fixe, immuable et tranchée une fois pour toutes.

- POULAIN, Martine.- "Pour une sociologie de la lecture : lectures et lecteurs dans la France contemporaine" .- Cercle de la librairie, 1988.

Cet ouvrage devenu célèbre a marqué les débuts de la réflexion sociologique de nombre de bibliothécaires et autres professionnels du livre sur la lecture en France . Il rassemble des contributions déjà citées (M. PERONI, J.BAHLOUL) et d'autres qui ont fortement contribué à faire évoluer la conception des nécessaires médiations entre livre et lecteur (M.POULAIN, P.PARMENTIER, J.F. BARBIER-BOUVET)

- "Pratiques de la lecture chez les enfants , jeunes et adultes".-in : Migrants formation n°68, mars 1987.- CNDP, 1987.

Ce n° spécial de Migrants formation apporte des éléments très intéressants sur les compétences et les comportements des publics immigrés face à la lecture et

aux apprentissages en général. Deux interventions concernent plus spécialement l'attitude des enfants et des jeunes en bibliothèque (Abdelwahed ALLOUCHE, Saïd RAMDANE).

- **PRIVAT, Jean-Marie et REUTER, Yves.- "Lectures et médiations culturelles : actes du colloque de Villeurbanne, mars 1990".- Presses universitaires de Lyon, 1991.**

Le colloque, qui s'est tenu à l'initiative de la DRAC Rhône-Alpes et de la Mission académique d'action culturelle de Lyon se proposait de favoriser une réflexion commune des bibliothécaires et des enseignants autour du concept de **MEDIATIONS**, afin d'avancer en partenariat vers une stratégie opératoire commune. De nombreuses communications apportent leur pierre à cet élan (Alain MASSUARD, Jean HEBRARD, Françoise DANSET, Yves REUTER, Nicole ROBINE, Claudie TABET, Jean-Marie PRIVAT et Marie-Christine VINSON et Dominique LELIEVRE-PORTALIER etc...) A noter, la copieuse bibliographie proposée par les auteurs des actes.

- **"Qu'est-ce qui se cache derrière l'illettrisme ?".-in : L'immédiat, supplément au n°5, 1989.**

Constitue les actes de la journée qui s'est tenue à Grenoble le 18 mai 1989. On y trouve de nombreuses pistes de réflexion, tant dans les interventions que dans les compte-rendus du travail des commissions.

- **REUTER, Yves.- "Lire : une pratique socio-culturelle".-in : Pratiques n°52, décembre 1986, p.64-81.**

Analysant les composants du rapport lecture/individu/société, Yves REUTER dégage des perspectives pédagogiques pour aider à la construction des compétences lectorales et situe la pédagogie du projet au coeur de ces dispositifs.

- **ROBINE, Nicole.- “Les jeunes travailleurs et la lecture”.- La Documentation française, 1984.**

L'enquête de Nicole ROBINE auprès de jeunes travailleurs de 18 à 23 ans de la région bordelaise a été une contribution essentielle à la compréhension des perceptions qu'ont de la lecture les jeunes issus de milieu populaire et des obstacles à leur fréquentation du livre et des bibliothèques.

- **VELIS, Jean-Pierre.- “La France illettrée”.- Seuil, 1988. (L'épreuve des faits.)**

A partir d'une enquête de deux ans réalisée en France, l'auteur montre les différents aspects de l'illettrisme et la réalité d'une société à deux vitesses, fait le point sur les actions engagées et dresse un bilan critique de l'action des pouvoirs publics depuis 1984, en insistant sur les décalages entre les intentions et les réalisations.

5.6 DE LA BIBLIOTHEQUE, DE L'ECOLE , DU QUARTIER, OU DES 3 CONJOINTEMENT...

- **“Bibliothèque et école”.-in : Libre-accès n°2, sept.1990.**

Un n° entièrement consacré aux relations entre les deux partenaires, dans le souci, comme le dit Gilles LACROIX, de *“dépasser le dialogue de sourds parfois vécu sur le terrain”*.

- **“ Bibliothèques et écoles”.-in : BBF, Tome 36, n°2, 1991.**

Ce n° de BBF aborde à la fois les évolutions récentes des bibliothèques du secteur scolaire que celles des relations entre BCD et bibliothèques publiques : de la coexistence spatiale aux projets communs d'offre de lecture, du chemin a été parcouru et il semble aux auteurs que

mentalités et structurent soient en train de bouger. Plusieurs exemples relatés dans ce numéro en témoignent.

- **BOURDIEU, Pierre et PASSERON, Jean-Claude.- “La reproduction : éléments pour une théorie du système d’enseignement”.- Paris, Minuit, 1970 (Le sens commun).**

A travers ses verdicts, l’école est censée reconnaître les dons et les mérites de chacun. En fait, elle transforme en avantage ou handicap scolaire des propriétés que les individus doivent à leur appartenance sociale. Un texte fondamental et fondateur.

- **“Compagnons de route, bibliothèques-écoles”.-in : Coopération n°20, sept. 1991, p.25-.**

Des articles de Jean FOUCAMBERT, Sylviane TEILLARD (bibliothécaire à Grenoble), Michel EYMARD (directeur d’école à la Villeneuve de Grenoble) et Rolande MILLOT font le point sur les relations entre les deux partenaires, notamment à travers l’enjeu des BDC, à la suite d’une enquête réalisée par la revue Coopération sur les rapports bibliothèques-écoles en Rhône-Alpes.

- **DUDOGNON, Françoise.- “Les bibliothèques publiques dans le cadre des DSQ : problématique et enjeux”.- Diplôme supérieur de bibliothécaire, 1991.**

Comment la bibliothèque peut-elle s’intégrer dans la politique de développement social définie au niveau du quartier ? Question posée dans le cadre de l’avant-projet de mémoire de DESS de Françoise DUDOGNON.

- **“Ecole : le temps des partenaires”.-in : Migrants formation n°85, juin 1991.**

L’idée de partenariat est en vogue, en particulier dans le domaine scolaire et au sein des ZEP. Ce n° de Migrants formation, précieux pour notre recherche, analyse, au-delà de l’effet de mode, les réels enjeux et les modalités de ce fonctionnement en commun. Une communication

d'Abdelwahed ALLOUCHE en fin d'ouvrage porte plus particulièrement sur les rapports bibliothèque-école.

- **“Ecoles et quartiers : des dynamiques éducatives locales”.- sous la dir. de Gérard CHAUVEAU et Lucile DURO-COURDESSES .-in : CRESAS n°8, 1989.- INRP: L'Harmattan, 1989.**

Si l'on veut un enseignement de qualité pour tous dans les sites urbains en difficulté, il faut que la formule “la réussite scolaire c'est l'affaire de tous” devienne un réalité. Le CRESAS poursuit ici sa réflexion sur les rapports de la ville et de l'école et analyse les raisons qu'a l'école de choisir la voie du partenariat et de l'action éducative concertée ainsi que les difficultés existantes.

- **“Lire, dire, écrire au collège”.-in : Coopération n°20, sept.1991, p.22-24.**

Une interview de Nicole SCHNEEGANS, rédactrice en chef de la revue Lire au collège et un compte-rendu d'expérience, celle du Collège Armand COUSSENS à ST AMBROIX (Gard), qui mène une politique offensive en direction de la lecture-écriture.

- **“Le partenariat”.-in : Argos n°6, avril 1991, p.37.**

Un dossier spécial de la revue, qui veut faire découvrir les partenaires de la lecture dans leur spécificité et leur domaine de compétence et d'intervention : partenaires institutionnels, partenaires de la chaîne du livre (dans laquelle s'inscrivent les bibliothèques) et partenaires associatifs. Quelques compte-rendus de “partenariat en action” terminent le dossier.

**PROJETS DE LECTURE-ECRITURE CONCERTES
ENTRE BIBLIOTHEQUE ET ECOLE
DANS LE CADRE DE Z E P :
vers quelles innovations ?**

S O M M A I R E

1- INTRODUCTION : LA PROBLEMATIQUE	p.2
2- LES ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRES : rappel historique, cadre légal et principes directeurs	p.4
3- DU DISCOURS OFFICIEL A LA REALITE DE TERRAIN	
3.1 Les textes officiels	p.7
3.2 Les rapports bibliothèque-école	p.9
4- METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	p.12
5- BIBLIOGRAPHIE	
5.1 Choix méthodologiques	p.15
5.2 Zones d'éducation prioritaires	p.16
5.3 Textes, rapports et discours officiels	p.19
5.4 Terrains : contextes, théories et pratiques	p.23
5.5 Lecteurs, lectures et écritures: approches	p.26
5.6 De la bibliothèque, de l'école, du quartier ou des trois conjointement...	p.34
 Annexe : Liste des sigles	

LISTE DES SIGLES

ABF	Association des bibliothécaires français
BCP	Bibliothèque centrale de prêt
CIO	Centre d'information et d'orientation
CRESAS	Centre de recherche de l'éducation spécialisée et de l'adaptation scolaire
DRAC	Direction régionale des affaires culturelles
DLL	Direction du livre et de la lecture
DSQ	Développement social des quartiers
DSU	Développement social urbain
FAS	Fond d'action sociale
GPLI	Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme
IEN	Inspecteur de l'éducation nationale
INRP	Institut national de la recherche pédagogique
ISS	Indemnité de sujétion spéciale
ZEP	Zone d'éducation prioritaire



9592283